

ANALYSE DE LA PRESSE

Novembre 2014

1. A la une : la visite du Pape François en Turquie
2. Turquie
3. International
4. Economie
5. Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (Novembre 2014)



redefining / standards

MÉCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54 F +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

1. A la une : la visite du Pape François en Turquie

« A l'invitation des autorités turques, du patriarche de Constantinople Bartholomeos Ier et des évêques catholiques, » le pape François s'est rendu pour la première fois en Turquie vendredi 28 novembre pour une visite de trois jours. « Outre sa dimension œcuménique, ce voyage en pays majoritairement musulman revêt une forte dimension interreligieuse. » (*La Croix*, Claire Lesegretain, 28/11/2014)

Rencontre avec les autorités turques

Accueilli à l'aéroport par le ministre des Affaires étrangères Mehmet Cavusoglu, le pontife argentin a rencontré le président de la République Recep Tayyip Erdogan dans son nouveau palais à Ankara. Ensuite, il s'est entretenu avec le Premier ministre Ahmet Davutoglu et le président des Affaires religieuses, Mehmet Gormez.

« Le pape François a placé la guerre en Irak et en Syrie au centre du premier jour de son voyage en Turquie » en défendant « la nécessité d'une "solidarité de tous les croyants" et du "dialogue interreligieux et interculturel" pour isoler le "fanatisme" et "bannir toute forme de fondamentalisme et de terrorisme, qui humilie gravement la dignité de tous les hommes et instrumentalise la religion" ». (*Le Monde*, Cécile Chambraud, 29/11/2014)



Photo : Tony Gentile / Reuters

« Le pape a vanté l'engagement de la Turquie, un pays avec une "responsabilité" particulière pour "favoriser une rencontre de civilisations", dans l'accueil sur son territoire de centaines de milliers de réfugiés syriens et irakiens. Il a demandé à la communauté internationale de l'aider à y faire face. Mais il lui a aussi demandé de ne pas se contenter de cela. "Il est licite d'arrêter l'agresseur injuste" à condition que ce soit dans le "respect du droit international", a répété le pape, mais on ne peut "confier la résolution du problème à la seule réponse militaire". » (*Le Monde*, Cécile Chambraud, 29/11/2014)

« Politiquement, le souverain pontife s'est opposé en 2013 au projet franco-américain de frappes aériennes. Même s'il estime juste le recours à la force pour contrer l'Etat islamique et le terrorisme, il demeure toutefois réservé sur la campagne menée par la coalition internationale. Le pape latino aurait préféré qu'elle soit dirigée par les institutions internationales plutôt que par les Etats-Unis. A plusieurs reprises, François a d'ailleurs signifié qu'il ne limitait pas la question du terrorisme au terrorisme islamique, mais que le plus grave, à ses yeux, était "le terrorisme d'Etat". » (*Libération*, Bernadette Sauvaget, 28/11/2014)

« La Turquie a vocation à être "un pont naturel entre deux continents et des expressions culturelles différentes", a estimé le pape argentin. » (*AFP*, Jean-Louis de la Vaissière, 28/11/2014) « Dans un pays où les chrétiens sont aujourd'hui moins de 100 000, il a affirmé qu'à cette fin, "il est fondamental que les citoyens musulmans, juifs et chrétiens jouissent – tant dans les dispositions des lois que dans leur application concrète, des mêmes droits et respectent les mêmes devoirs".. C'est la seule manière, a lancé l'évêque de Rome, de "dépasser les préjugés et les fausses peurs". » (*Le Monde*, Cécile Chambraud, 29/11/2014) « Le président Erdogan a dit "partager exactement les mêmes vues" que lui sur tous les sujets qu'ils avaient évoqués. Il a affirmé que cette visite du chef de l'Eglise catholique avait une importance "pour tout le monde musulman et chrétien". » (*Le Monde*, Cécile Chambraud, 28/11/2014) Erdogan « a consacré la majeure partie de son discours à dénoncer la montée de l'"islamophobie" et d'une "intolérance croissante vis-à-vis des musulmans" dans les pays occidentaux, où, a-t-il affirmé, on assimile parfois "musulmans et terroristes". Il a aussi déclaré que les organisations terroristes au Proche-Orient ou en Afrique sont "le résultat de mauvaises politiques" et utilisent "ceux qui se sentent vaincus, trompés ou opprimés". (*Le Monde*, Cécile Chambraud, 29/11/2014)

Le président du département des affaires religieuses (Diyanet) du gouvernement, Mehmet Görmez a également dénoncé « la paranoïa islamophobe » dans « l'opinion publique occidentale », en déclarant « en état de rébellion contre Allah » ceux qui « répandent la violence et la cruauté ». (*Le Monde*, Cécile Chambraud, 29/11/2014)

Lors de son entretien avec le président de Diyanet, le Pape a passé un message fort en lançant « nous, musulmans et chrétiens devons reconnaître et développer cette communauté spirituelle ». (*Le Monde*, Cécile Chambrad, 28/11/2014)

« Dans une conférence de presse dans l'avion le ramenant d'Istanbul à Rome dimanche soir, (...) François a condamné ceux qui "disent que tous les musulmans sont terroristes. Comme on ne peut pas dire non plus que tous les chrétiens sont fondamentalistes", a-t-il observé en conclusion de son voyage de trois jours en Turquie. » (*Le Point*, AFP, 30/11/2014)

Rencontre avec le patriarche de Constantinople et la communauté chrétienne

Le pape François a rencontré, dimanche 30 novembre à Istanbul, le patriarche de Constantinople Bartholomée 1er, le plus prestigieux dignitaire des églises orthodoxes.



« Les deux chefs spirituels ont manifesté à nouveau leur intention de rapprocher leurs deux Eglises, séparées depuis le schisme de 1054. Mais la situation au Proche-Orient était au cœur de leur rencontre. (...) Dans une déclaration rendue publique dimanche, les deux chefs spirituels ont exprimé leur « préoccupation commune » pour « la situation en Irak, en Syrie et dans tout le Moyen-Orient. » (*Le Monde*, 30/11/2014) Ils « ont assuré qu'ils n'accepteraient jamais "un Moyen-Orient sans les chrétiens". » (*Le Point*, AFP, 30/11/2014)

Photo : Filippo Monteforte / AFP

Le pape François lors d'un office à l'église orthodoxe Saint-Georges d'Istanbul

« "L'unique chose que désire l'église catholique, et que je cherche comme évêque de Rome (...) c'est la communion avec les églises orthodoxes", a-t-il dit lors d'une cérémonie de près de trois heures célébrée avec Bartholomée. (...) Pour illustrer leur propos, François et Bartholomée sont apparus main dans la main et se sont embrassés sur le balcon du Phanar, siège du patriarcat, sous les applaudissements de fidèles. » (*Le Point*, AFP, 30/11/2014)

« Le pape et le patriarche insistent aussi sur "l'importance de la promotion d'un dialogue constructif avec l'islam" ». (*Le Monde*, 30/11/2014)

Le pape argentin a rencontré dans l'après-midi une centaine de jeunes réfugiés de toutes confessions, dont une partie d'Irakiens et de Syriens, pris en charge par les frères salésiens d'Istanbul. » (*Le Point*, AFP, 30/11/2014) (*Le Monde*, 30/11/2014)

Outre le mausolée d'Ataturk à Ankara, le pape a visité à Istanbul, la Mosquée bleue et l'ancienne basilique byzantine Sainte-Sophie, transformée en musée. (*Le Figaro*, AFP, 28/11/2014)

Interrogé par des journalistes sur le sujet de la prière commune avec le Grand Mufti d'Istanbul, le Pape a répondu « Je suis allé en Turquie en pèlerin et non en touriste. Ma visite dans la mosquée était donc religieuse. Quand le mufti m'a expliqué les éléments de la mosquée en situant la place de Marie dans le Coran et de Jean-Baptiste, j'ai alors ressenti le besoin de prier. Je lui ai demandé: "Est-ce que je peux prier?". Il m'a répondu positivement. J'ai alors prié pour la Turquie, pour la paix, pour le mufti, pour tous. » (*Le Figaro.fr*, Jean-Marie Guénois, 01/12/2014)



Photo : Osservatore Romano / Reuters

« Ce pape s'inscrit dans la voie de trois de ses prédécesseurs, puisque Paul VI visita ce pays dès 1967, Jean-Paul II en 1979 et Benoît XVI en 2006. » (*Le Figaro*, Jean-Marie Guénois, 28/11/2014) La visite du pape François s'est déroulée dans une meilleure ambiance par rapport à celle de Benoît XVI car « à l'époque, le climat avait été empoisonné par des propos controversés du pape allemand juste avant sur les liens supposés entre violence et islam. » (*Le Figaro*, AFP, 28/11/2014)

2. Turquie

« Le processus de paix fragilisé par les retombées de la crise syrienne »

« Le processus de paix qui vise à mettre un terme au conflit de trente ans entre la Turquie et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) semble de plus en plus fragilisé par les retombées de la crise syrienne. (...) »

Depuis le début du siège de [Kobané] (...), les Kurdes de Turquie dénoncent la position hostile du gouvernement du président Recep Tayyip Erdogan face au PKK et au PYD (Parti de l'unité démocratique) syrien, dont les combattants se battent côte à côte pour libérer la ville de Kobané des djihadistes. Ils dénoncent la perception du gouvernement turc selon laquelle les Kurdes syriens du PYD sont la menace principale, plutôt que Daech. » (*La Croix, Agnès Rotivel, 14/11/2014*)

« A l'instar de la Turquie et de l'Union européenne, les Etats-Unis considèrent le PKK comme une organisation terroriste. [Le dirigeant du PKK] Cemil Bayik a menacé à la mi-octobre de rompre le cessez-le-feu proclamé en mars 2012 faute d'un geste de la Turquie en faveur des kurdes de Kobani (...). Ankara a depuis autorisé des peshmergas irakiens à s'y rendre. » (*Boursorama, Reuters, 03/11/2014*)

Dans un entretien publié par le quotidien autrichien Der Standard le 3 novembre, le PKK « souhaite une médiation internationale, par exemple des Etats-Unis, pour relancer le processus de paix entamé avec les autorités turques, dit [Cemil Bayik] (...). "Il ne peut y avoir de solution militaire, elle doit donc être politique", souligne-t-il. "Nous avons désormais atteint le stade où quelque chose doit changer. C'est pourquoi nous suggérons qu'une tierce partie observe ce processus. Ce pourrait être les Etats-Unis. Il pourrait également s'agir d'une délégation internationale. "Nous avons besoin d'un médiateur, d'observateurs. Nous accepterions qu'ils soient Américains", poursuit Cemil Bayik. » (*Boursorama, Reuters, 03/11/2014*)

Des manifestations de soutien pour Kobané

« Des milliers de personnes ont manifesté samedi [1^{er} novembre] à travers la Turquie et en Europe en signe de soutien aux combattants kurdes défendant la ville syrienne de Kobané assiégée depuis des semaines par les jihadistes de l'organisation Etat islamique (EI). » (*leParisien.fr, AFP, 01/11/2014*)

En Turquie, « les manifestations organisées à l'appel du principal parti pro-kurde, le Parti démocratique du peuple (HDP) à l'occasion de la journée mondiale "Urgence Kobané", se sont déroulées dans plusieurs villes. Le plus grand rassemblement a eu lieu à Diyarbakir (...) où 15.000 personnes ont participé à une marche pacifique. (...) Environ 5.000 manifestants se sont en outre mobilisés à Suruç (sud-est), ville turque située en face de Kobané, qui abrite des dizaines de milliers d'habitants de cette ville. » Des manifestations similaires ont eu lieu à Ankara, la capitale turque, Istanbul et Izmir. (*Le Point, AFP, 01/11/2014*)

Nuit et jour, des militants Kurdes de Suruç et d'autres venus de toute la Turquie montent la garde à Mahser, village kurde à la frontière avec la Syrie, pour assurer de leur solidarité leurs frères syriens combattant à Kobané. (*La Croix, Agnès Rotivel, 14/11/2014*)

« La lutte pour la libération de Kobané a réveillé les aspirations des Kurdes de Turquie à l'autonomie. (...) Pour les Kurdes de Turquie, Kobané est le miroir de leur espoir d'un territoire autonome « où toutes les identités pourraient être représentées et vivre ensemble », défend Ibrahim Ayan, député HDP (Parti démocratique populaire, pro-kurde) de Sanliurfa. (...) Les Kurdes de Turquie ont fait de la libération de Kobané leur combat pour la liberté. » (*La Croix, Agnès Rotivel, 14/11/2014*)

Les protestations contre la construction d'une centrale à charbon sur les oliveraies à Yarica

Les villageois de Yarici à Manisa contestent le projet d'une centrale à charbon qui sera construite sur les oliveraies centenaires dans leur village.

Les habitants du village, dont la production d'huile d'olive est la principale ressource, ont monté la garde pendant plus de deux semaines pour empêcher la destruction des arbres dans les champs préemptés quelques mois plus tôt par la société de construction Kolin.

La décision du Conseil d'Etat de suspendre le projet de construction de la centrale est tombée vendredi 7 au matin mais 6 000 oliviers déjà été abattus dans la nuit. Même si cette décision est perçue comme une victoire, « il y a le risque que Kolin parvienne malgré tout à se réapproprier les terres. Un projet de loi sur les oliveraies est actuellement en cours d'examen au Parlement et risque de bouleverser la donne », rapporte l'écologiste Devin Bahceci.

Si le texte est adopté, la construction sera autorisée sur les oliveraies de moins de deux hectares et demi – 90 % des exploitations en Turquie. Actuellement, aucun site industriel ne peut voir le jour à moins de trois kilomètres d'une oliveraie, mais tout pourrait changer, "grand bond" oblige. (...)

La construction de la nouvelle centrale à charbon à Yirca, où deux autres fonctionnent déjà, s'inscrit dans le plan d'action économique prévu par le gouvernement pour voler au secours de la croissance en déclin (8 % en 2011, contre 3,3 % pour 2014 selon les prévisions officielles) d'ici à 2018. (...) [Afin de réduire la dépendance énergétique] la construction de 75 nouvelles centrales thermiques est prévue, dont 21 fonctionnant au charbon, qui s'ajouteront aux dix-sept existantes. »

La société du BTP, Kolin Insaat, réputée proche du gouvernement turc, est impliquée dans maints chantiers pharaoniques, dont celui du troisième aéroport d'Istanbul. (*Le Monde, Marie Jégo, 13/11/2014*)

Un nouveau procès de militaires

Un tribunal d'Istanbul a entamé lundi 10 novembre un nouveau procès visant 236 personnes « dont la retentissante condamnation pour tentative de coup d'Etat contre le régime islamo-conservateur au pouvoir en Turquie avait été annulée pour défaut de preuve » dans le cadre du procès de l'affaire "Balyoz" ("masse" ou "marteau" en turc) qui « s'était soldé en septembre 2012 par la condamnation à de lourdes peines de prison de quelques-uns des plus hauts gradés de l'armée turque. » (*Le Figaro.fr, AFP, 03/11/2014*)

Le projet d'aménagement de la place Taksim à l'ordre du jour de nouveau

« Les autorités turques sont prêtes à relancer leur projet d'aménagement de la place Taksim d'Istanbul, à l'origine de la violente fronde antigouvernementale de 2013. Ce plan de la municipalité, intitulé "Reconstruction urbaine de la place Taksim et de la caserne militaire de Taksim", est crédité d'un budget de 12 millions de livres turques (4,3 millions d'euros), a précisé l'agence de presse Dogan. » (*Libération, 19/11/2014*)

« La municipalité stambouliote, tenue par le parti de M. Erdogan, a promis mercredi [19 novembre] de consulter quoi qu'il arrive ses habitants sur son projet, sous une forme à déterminer. "Le projet sera annulé si la justice se prononce contre le redéveloppement de la place Taksim", a-t-elle assuré dans un communiqué, "et même si la justice tranche en faveur du redéveloppement, il y aura de toute façon un référendum". Le document cité par les médias turcs ne mentionne pas le sort réservé au parc Gezi.

Les ONG à l'origine de la mobilisation de juin 2013 ont quoi qu'il en soit déjà promis de s'opposer au projet de la municipalité. (...)

L'actuel Premier ministre Ahmet Davutoglu avait récemment qualifié la place Taksim, sous sa forme actuelle, de "place la plus horrible au monde". » (*Le Parisien, Le Point, 20 minutes, AFP, 19/11/2014*)

Les déclarations controversée du Président turc sur l'égalité des sexes

Le président de la République turque Recep Tayyip Erdogan, lors de son discours en marge d'un sommet sur la justice et les droits des femmes à Istanbul lundi 24 novembre, a estimé « que les femmes ne pouvaient pas être naturellement égales aux hommes ». (*Le Monde, AFP, 24/11/2014*)

« Notre religion [l'islam] a défini une place pour les femmes : la maternité. (...) Leur caractère, leurs habitudes et leur physique sont différents » a affirmé le chef de l'Etat. (*Le Monde, AFP, 24/11/2014*)

« Dans sa lancée, M. Erdogan a également critiqué les mouvements féministes : "Vous ne pouvez pas expliquer [cette "place définie"] aux féministes parce qu'elles n'acceptent pas l'idée-même de la maternité." » (*Le Monde, AFP, 24/11/2014*)

Ces propos ont « suscité de violentes réactions, à commencer par celles du principal parti d'opposition. "Erdogan a publiquement commis un crime d'incitation à la haine", a jugé Aylin Nazliaka, une députée du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), l'accusant d'avoir "ostracisé" les femmes. "Je vais continuer à combattre cet homme qui ne fait aucune différence entre les terroristes et les féministes", a ajouté la parlementaire. Une présentatrice de la chaîne de télévision Kanal D a profité d'un bulletin d'information pour riposter en direct aux propos présidentiels. "Je suis féministe mais, Dieu merci, je suis aussi une maman", a lancé Sule Zeybek. » (*Le Point, AFP, 24/11/2014*)

« Ça n'est pas la première fois que les propos de M. Erdogan et de ses partisans suscitent l'ire des féministes, très remontées contre les tentatives de son parti, le Parti de la justice et du développement (AKP), de revenir sur le droit à l'avortement, autorisé depuis les années 1980, ou de préconiser la mise au monde d'au moins trois enfants par femme. Il y eut aussi la déclaration mémorable du vice-premier ministre Bülent Arinç enjoignant aux femmes de ne pas rire trop bruyamment, une simple question de "décence", selon lui. » (*Le Monde, Marie Jégo 25/11/2014*)

Selon Guylain Chevrier, membre de la mission laïcité du Haut Conseil à l'Intégration (2010-2013), formateur en travail social et chargé d'enseignement à l'université, docteur en histoire, « ces déclarations d'Erdogan mettent en pièce l'idée d'une Turquie comme modèle ayant su allier islam et démocratie, pour justifier d'être candidate à l'entrée dans l'Union européenne. » (*Le Figaro, Guylain Chevrier, 27/11/2014*)

Les propos du Président turc sur la découverte du continent américain

« Lors d'un discours à Istanbul prononcé à l'occasion d'un sommet des chefs musulmans des pays d'Amérique latine organisé par les autorités turques », le président de la République turque Recep Tayyip Erdoğan a affirmé « que le continent américain avait été découvert par des musulmans. "Les contacts entre l'Amérique latine et l'islam remontent au XII^e siècle. Les musulmans ont découvert l'Amérique en 1178, pas Christophe Colomb. (...) Colomb mentionne l'existence d'une mosquée sur une colline le long de la côte cubaine", a poursuivi le chef de l'Etat turc, se disant prêt à en construire une sur ce lieu. » (*Libération, 16/11/2014*)

« Des historiens ou théologiens musulmans minoritaires avaient déjà suggéré une présence musulmane antérieure à la découverte de Colomb en 1492. Dans un article très controversé de 1996, l'historien Youssef Mroueh avait mentionné un passage des récits de Colomb dans lequel il fait référence à une mosquée à Cuba. Ses confrères, unanimes, ont écarté son hypothèse en assurant que cette "mosquée" n'était qu'une image pour décrire la forme d'un paysage. » (*Libération, 16/11/2014*)

« Erdogan a défendu mordicus (...) sa théorie de la découverte du continent américain par des musulmans au XII^e siècle, affirmant même, malgré les critiques qu'elle a suscitées parmi les musulmans, qu'elle devrait être enseignée à l'école. "Concernant cette question, une grande responsabilité repose sur les épaules du ministère de l'Education nationale et l'Education supérieure", a déclaré Erdogan lors d'une cérémonie à Ankara. "Si l'histoire des sciences était écrite avec objectivité, elle montrerait que la contribution des géographes musulmans à la science est bien plus importante que ce que l'on sait", a ajouté Erdogan. » (*20 Minutes, AFP, 18/11/2014*)

Construction des mosquées dans des universités

« La direction des affaires religieuses du gouvernement turc a annoncé vendredi [21 novembre] son intention de construire une mosquée dans chacune des universités d'Etat du pays (...).

"Des mosquées sont en construction dans plus de 80 universités. Quinze d'entre elles ont déjà été ouvertes aux fidèles et nous allons en ouvrir 50 autres en 2015", a déclaré Mehmet Görmez, le chef de cette institution connue en Turquie sous le nom de Diyanet.

"Il y a 20 millions de jeunes dans notre pays et nous voulons être capables de toucher chacun d'entre eux", a ajouté M. Görmez cité par l'agence de presse gouvernementale turque Anatolie.» (*Le Figaro*, AFP, 21/11/2014)

« Un enseignant en prison pour s'être opposé au foulard »

« Esat Rennan Pekünlü, professeur au département d'astronomie à l'Université d'Égée, [est entré jeudi 27 novembre] en prison pour avoir bloqué à plusieurs reprises l'accès à l'établissement à des étudiantes voilées, rapporte le quotidien Sabah. Condamné à une peine de deux ans et un mois, l'enseignant avait également été filmé par des journalistes de l'agence de presse Cihan à l'entrée de l'université, alors qu'il photographiait ces étudiantes. Lassée, une des jeunes femmes avait décidé de porter plainte contre lui. Une incarcération pour ce motif est une première en Turquie, souligne le quotidien.

En juin 2012, la quatrième Chambre correctionnelle du tribunal d'Izmir a condamné en première instance Esat Rennan Pekünlü à deux ans et un mois de prison. »

Ses appels auprès de la Cour de Cassation et de la Cour Constitutionnelle n'ont pas changé le verdict de la première instance. Selon la décision de la Cour Constitutionnelle. « L'enseignant a bafoué un droit fondamental garanti par la Constitution, celui de l'égal accès à l'éducation pour tous les citoyens turcs, rapporte le quotidien Today's Zaman. Il lui a aussi été reproché d'avoir "violé la vie privée de la plaignante". (...)

Dans une autre affaire, une surveillante turque a été condamnée à cinq mois de prison avec sursis en juillet pour avoir empêché une étudiante voilée d'assister à un examen universitaire en 2011. Dans sa décision, le tribunal a fait valoir qu'il n'existait aucune règle obligeant les étudiantes turques à se dévoiler pour les examens, et que la présidente de salle avait donc "mal usé de ses fonctions". Le procureur avait réclamé entre six mois et deux ans de prison.» (*Lepetitjournal.com/istanbul*, *Isma Maaz*, 27/11/2014)

Naufrage des migrants au large d'Istanbul

« Au moins 21 migrants qui cherchaient à rallier clandestinement l'Union européenne (UE) sont morts noyés lundi [3 novembre] lors du naufrage de leur embarcation au confluent du Bosphore et de la mer Noire, au large d'Istanbul.» (*Lefigaro.fr*, *Le Point*, AFP, 03/11/2014)

« Depuis 2011, la guerre civile en Syrie a fait augmenter le nombre de migrants qui quittent la Turquie pour tenter de gagner l'UE. La plupart traversent la Méditerranée à destination de la Grèce, qui a été contrainte de renforcer ses patrouilles maritimes. Les îles de la mer Egée sont redevenues en 2013 la route privilégiée des passeurs après le renforcement des contrôles le long de la frontière terrestre entre la Grèce et la Turquie.

Le nombre total des migrants ayant traversé l'Egée, frontière maritime avec la Turquie, a plus que triplé entre 2012 et 2013, passant de 3 345 à 10 508. Pendant les huit premiers mois de 2014, le nombre des migrants a dépassé les 17 000 et devrait atteindre 31 287 d'ici à la fin de l'année, selon les projections ministérielles. Depuis janvier, 48 migrants ont péri en mer contre 28 en 2013. » (*Libération*, *Le Point*, *Le Parisien*, AFP, 03/11/2014)

« Tourisme – Rendre la Turquie plus attractive pour les moins de 30 ans ? »

« Dans un communiqué en date du 23 novembre, Başaran Ulusoy, le directeur de l'Association des agences de voyage turques (TÜRSAB), a incité ces dernières à développer de nouvelles campagnes commerciales à l'attention des touristes âgés de sept à 27 ans, rapporte le quotidien Hürriyet Daily News. L'objectif est d'enregistrer plus de richesses tout en rendant attractive la Turquie. (...) »

Dans un rapport intitulé "Tourisme jeune 2015", l'association révèle qu'ils sont ainsi chaque année quelque 8,5 millions de jeunes - âgés entre sept et 27 ans - à visiter la Turquie. De même, un quart des voyageurs turcs appartiennent à cette même tranche d'âge. Sur 100 jeunes touristes - nationaux et étrangers - 75 dépensent plus de 500 euros lors de chaque visite.

Dans un article publié en janvier dernier, le quotidien Hürriyet Daily News rappelait d'ailleurs que malgré les contextes délétoires en Syrie et en Irak, le nombre de touristes en Turquie avait augmenté de 10% en 2013, si bien que le pays occupe la sixième place dans le classement des destinations touristiques les plus populaires.

Comme l'avait déjà souligné l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), la jeunesse constitue une source de revenus privilégiée. Dans les six prochaines années, 300 millions de jeunes devraient voyager et générer chaque année plus de 320 milliards d'euros de richesses. Ces chiffres encouragent l'Association des agences de voyage turques à "développer plus de complexes touristiques adaptés à la jeunesse [...] avec un personnel formé pour répondre à cette demande" a déclaré son directeur. Selon lui, la Turquie a encore beaucoup à faire dans ce domaine avant d'y parvenir. » (*Lepetitjournal.com/istanbul, Isma Maaz, 25/11/2014*)

Le Festival de Cinéma Turc à Paris

« Des réalisateurs turcs triomphent dans les festivals comme en témoignent les succès cannois successifs de Nuri Bilge Ceylan, palme d'or en 2014 avec *Winter Sleep*. Il reste néanmoins mal connu à l'étranger, même s'ils fêtent cette année le centième anniversaire du premier film ottoman, la Destruction du monument russe à San Stefano.

D'où l'intérêt de ce premier festival consacré au cinéma de ce pays, au cinéma Lucernaire [du 28 au 30 novembre avec] cinq films, dont Pek Yakinda («prochainement») écrit et réalisé par Cem Yılmaz - maître de la comédie, scénariste, réalisateur et acteur - en hommage à l'histoire du cinéma turc notamment dans sa veine populaire. La grande actrice Hulya Kocyigit, véritable diva du côté du Bosphore et gloire des films turcs des années 60-70, [a présidé] pour sa part la soirée de gala vendredi. » (*Libération, M.S., 27/11/2014*)

3. International

La Turquie prendra la présidence tournante du G20 en 2015

« Succédant à l'Australie, la Turquie prendra la présidence tournante du G20 en décembre pour un an, et accueillera le prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du groupe les 15 et 16 novembre 2015 à Antalya (sud-ouest du pays). » (*Le Parisien, AFP, 16/11/2014*)

Turquie – Etats-Unis

La visite du vice-président américain Joe Biden en Turquie

Le vice-président américain, Joe Biden, s'est rendu vendredi 21 novembre à Istanbul pour tenter d'obtenir le soutien du gouvernement turc à la coalition anti-jihadiste en Syrie. Il a rencontré le premier ministre turc Ahmet Davutoglu et le président de la République Recep Tayyip Erdogan.

Lors d'une conférence de presse commune « Biden et Davutoglu se sont efforcés d'atténuer les tensions qui perturbent depuis quelques mois les relations entre leurs deux pays à propos du dossier syrien. » (*Le Parisien, AFP, 22/11/2014*)

« "Cela fait longtemps que nous sommes amis et l'un des grands avantages d'être à nouveau en Turquie, un ami et allié au sein de l'Otan, est de pouvoir, comme toujours, se parler sans détours", a dit Joe-Biden. (...)

Selon Ahmet Davutoglu, même si Ankara et Washington ont recours à des méthodes différentes, ils partageaient des objectifs communs, dont celui de chasser Bachar al Assad du pouvoir. » (*Les Echos, Reuters, 22/11/2014*)

La Turquie qui a posé comme condition à son entrée dans la coalition la création d'une zone-tampon et d'une zone d'interdiction aérienne le long de sa frontière avec la Syrie [pour protéger les civils], a toutefois autorisé le passage vers Kobané, via son territoire, de 150 combattants peshmergas venus de la province autonome kurde d'Irak. (*Le Point, AFP, 22/11/2014*) (*Le Parisien, AFP, 22/11/2014*)

« Ankara estime que les frappes aériennes par la coalition sur la Syrie et sur l'Irak sont insuffisantes et appelle de ses vœux une stratégie de plus grande ampleur avec à la clef le départ du président syrien. » (*Les Echos, Reuters, 22/11/2014*)

« "En Syrie, vous ne pouvez pas apporter la paix en essayant de détruire une organisation terroriste dans une partie du pays, et en laissant dans l'autre le régime de Damas (...) exterminer une partie de sa population", a souligné M. Davutoglu. (...)

"Nous sommes d'accord avec les Turcs, il faudra une transition politique sans Assad au bout du compte", a insisté le responsable américain. (*AFP, 22/11/2014*)

Au terme d'un déjeuner qui a duré près de quatre heures dans le palais de Beylerbeyi, sur les bords du Bosphore, Biden et Erdoğan « se sont contentés chacun d'une déclaration, sans répondre à la moindre question, et qui n'a révélé aucun progrès dans la volonté américaine d'arrimer la Turquie à sa coalition anti-EI.

Premier à prendre la parole, M. Erdogan s'est réjoui de l'état des relations entre les deux pays, qu'il a estimées "plus complètes et plus fortes" qu'auparavant. "Nos relations avec les Etats-Unis se développent sur les mêmes valeurs, des intérêts communs et le respect mutuel en s'adaptant aux nouvelles conditions stratégiques", a-t-il dit, ajoutant que les deux pays avaient renouvelé "leur engagement mutuel à assurer notre défense et à notre sécurité en tant qu'alliés de l'Otan".

Plus précis, M. Biden a indiqué avoir examiné avec son hôte "toute une série de questions et d'options" pour traiter le dossier syrien, parmi lesquelles "le renforcement de l'opposition syrienne et une transition au régime" de Damas. "Notre partenariat est aussi fort qu'il l'a toujours été, nous avons besoin de la Turquie et je pense que la Turquie est persuadée d'avoir besoin de nous", a-t-il ajouté. » (*Le Point, AFP, 22/11/2014*)

Pendant la visite à Istanbul du vice-président américain, la seule avancée concrète était l'annonce d'une aide de 135 millions de dollars supplémentaires par les Etats-Unis pour les réfugiés syriens en Turquie qui en accueille 1,7 million. (*Le Point, AFP, 22/11/2014*)

« Rien n'a été dit en revanche sur la possible utilisation par l'aviation américaine de la base d'Incirlik où elle est stationnée, à 100 kilomètres à peine du territoire syrien. » (*RFI, Jérôme Bastion, 23/11/2014*)

Accord en vue d'équiper et d'entraîner des combattants de l'opposition syrienne

Le journal Hürriyet Daily News a rapporté samedi 15 novembre que la Turquie et les Etats-Unis ont finalisé « leur accord en vue d'équiper et d'entraîner sur le sol turc environ 2.000 combattants de l'opposition syrienne modérée au régime de Damas.

L'entraînement de ces forces de l'Armée syrienne libre (ASL) devrait débuter "à la fin décembre" au centre d'entraînement de la gendarmerie de Kirsehir (centre), à environ 150 km au sud-est de la capitale Ankara, selon le journal Hürriyet Daily News.

La formation de ces hommes sera dispensée par des militaires turcs et américains mais leur équipement et le coût de leur entraînement seront entièrement pris en charge par les Etats-Unis. » (*Le Parisien, AFP, 15/11/2014*)

« Quarante-huit heures avant l'arrivée de M. Biden [en Turquie], deux avions-cargos américains chargés de matériel se sont posés sur l'aéroport Atatürk d'Istanbul. Ce matériel servira aux 2 000 membres de l'ASL en passe d'être entraînés par des officiers américains et turcs dans la région de Kirsehir, en Anatolie centrale. » (*Le Monde, Marie Jégo, 21/11/2014*)

A la suite de la rencontre entre Biden et Erdogan, la nouvelle a été officiellement annoncée par le ministère turc des Affaires étrangères. « Les 2.000 Syriens font partie d'un total de 5.000 combattants qui seront entraînés dans plusieurs pays dans le cadre de la campagne contre l'EI. » (*Le Figaro, AFP, 24/11/2014*)

Turquie – France

La Turquie et la France appellent la coalition internationale à tourner ses efforts vers Alep

« Le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a accusé l'armée gouvernementale syrienne de commettre des massacres en bombardant la région d'Alep, la deuxième ville de Syrie, où les forces du président Bachar al Assad ont intensifié leurs opérations. (...)

Selon Ahmet Davutoglu, les forces du président Assad commettent "des massacres à grande échelle" en bombardant avec des barils d'explosifs les zones tenues par les insurgés de l'Armée syrienne libre (ASL), qui est soutenue par les Occidentaux. "Si Alep tombe, la Turquie devra faire face à une crise très grave et très préoccupante en raison de l'afflux massif de réfugiés. C'est la raison pour laquelle nous voulons l'instauration d'une zone de sécurité", a ajouté le Premier ministre. » (*Boursorama, Reuters, 05/11/2014*)

« Pour le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius, également, la coalition doit désormais tourner ses efforts vers la ville d'Alep. » (*Boursorama, Reuters, 05/11/2014*) « "Abandonner Alep, ce serait condamner la Syrie à des années de violences. Ce serait la mort de toute perspective politique. Ce serait la fragmentation d'un pays livré à des 'seigneurs' de guerre de plus en plus radicalisés", estime le ministre français. "Ce serait l'exportation du chaos intérieur de la Syrie vers ses voisins irakiens, libanais, jordaniens, déjà si fragiles. Et que personne ne se méprenne : Bachar al-Assad, 'seigneur de guerre' parmi tant d'autres, ne les vaincra pas plus qu'il n'est capable aujourd'hui de vaincre Daech". Le chef de la diplomatie française rappelle qu'abandonner la deuxième ville de Syrie "serait condamner 300.000 hommes, femmes et enfants, à une alternative terrible : siège meurtrier sous les bombes du régime ou barbarie des terroristes de Daech".(...) »

Ces déclarations de Laurent Fabius interviennent trois jours après la visite du président turc Recep Tayyip Erdogan [le 31 octobre] à Paris où il a rencontré François Hollande. Lors de cette rencontre le chef de l'Etat turc a cherché à s'attirer le soutien de la France dans ses appels en faveur d'une lutte à la fois contre Assad et contre l'EI. Erdogan se montre critique à l'égard de la coalition conduite par les Etats-Unis estimant qu'elle ne doit pas seulement se focaliser sur la ville kurde de Kobani mais également sur d'autres régions de Syrie. » (*Boursorama, Reuters, 04/11/2014*)

Turquie – Allemagne

Une caricature allemande sur Erdogan suscite la colère d'Ankara

La publication dans un livre scolaire allemand d'une caricature qui, sous le titre "les Turcs en Allemagne", représente le président de la République turque Recep Tayyip Erdoğan en chien de garde, tous crocs dehors, devant une niche barrée de son nom, a suscité la colère d'Ankara. L'ambassadeur d'Allemagne à Ankara Eberhard Pohl a été convoqué lundi 3 novembre par le ministère turc des Affaires étrangères pour s'exprimer.

« "Nous condamnons fermement la publication dans un livre scolaire d'un dessin qui insulte notre respecté président et tous les Turcs qui vivent en Allemagne", s'est insurgé le ministère turc des Affaires étrangères dans un communiqué. "Il n'y a pas de place dans les démocraties pour ce type d'incitation à la haine, à la xénophobie et à l'islamophobie", a ajouté le texte. (...)

Ce dessin, initialement publié en 2011 dans le quotidien allemand des affaires Frankfurter Allgemeine Zeitung, a été repris dans un livre destiné aux lycéens de l'Etat régional (Land) du Bade-Wurtemberg. » (*Nouvel Observateur, AFP, 03/11/2014*)

Turquie – Chypre

« Ankara appelé à mettre fin à ses explorations au large de Chypre »

Dans un communiqué commun publié à l'issue d'une rencontre tripartite, baptisé "Déclaration du Caire", samedi 8 novembre, le Président chypriote Nicos Anastasiades, le Président égyptien Abdel Fattah al-Sissi et le Premier ministre grec Antonis Samaras ont appelé la Turquie « "à cesser toutes ses opérations de surveillance sismique en cours dans les zones maritimes de Chypre, et de ne plus en mener à l'avenir". Dans leur communiqué, les trois pays appellent aussi à un règlement de la crise chypriote "dans le respect du droit international". » (*AFP, 08/11/2014*)

Turquie – Israël

La Turquie condamne les incidents sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem

La Turquie a condamné, mercredi 5 novembre, avec véhémence les violents incidents qui ont opposé Palestiniens et policiers israéliens à Jérusalem suite à l'entrée des soldats israéliens sur l'esplanade des Mosquées.

« "Je condamne de la manière la plus forte l'agression visant l'esplanade des Mosquées. L'entrée des soldats israéliens sur ce site est un véritable acte de barbarie", a déclaré le Premier ministre Ahmet Davutoglu devant la presse. "Tous les musulmans doivent soutenir (les Palestiniens). Nous allons lancer un appel à la communauté internationale (...) Il appartient au monde musulman de réagir à cette agression inacceptable", a-t-il ajouté. » (*Boursorama, AFP, 05/11/2014*)

Turquie – Irak

« La Turquie propose une aide militaire à l'Irak »

Le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a rencontré son homologue Haïdar al-Abadi dans le cadre d'une visite de deux jours les 20 et 21 novembre en Irak.

Lors d'une conférence de presse conjointe à Bagdad, le chef du gouvernement irakien a déclaré que M. Davutoglu "a offert l'aide militaire de la Turquie à l'Irak". « Il a précisé que cette assistance pourrait porter sur la fourniture d'armement et l'entraînement des membres de la Garde nationale irakienne, qui doit voir le jour.

Les forces volontaires irakiennes "ont besoin d'entraînement (...) et nous pourrions discuter de l'entraînement de ces forces dans la Turquie voisine", a ajouté le Premier ministre irakien. Il a également affirmé qu'il avait convenu avec M. Davutoglu de se rendre le mois prochain en Turquie, dont certaines régions sont frontalières de secteurs contrôlés par les jihadistes en Syrie.

Le déplacement en Irak du Premier ministre turc survient après une visite en Turquie du ministre irakien des Affaires étrangères, Ibrahim al-Jaafari, début novembre, destinée à améliorer les relations entre Bagdad et Ankara.

La décision de la Turquie d'acheter du pétrole à la région autonome du Kurdistan irakien indépendamment de Bagdad avait fâché les autorités fédérales irakiennes, qui jugent ces ventes illégales. » (*Le Figaro*, AFP, 20/11/2014)

Turquie – Algérie

Visite d'Erdogan à Alger

Le Président de la République turc Recep Tayyip Erdogan, s'est rendu à Alger le 19 novembre, pour une visite officielle de deux jours, accompagné de plusieurs ministres et d'une importante délégation d'hommes d'affaires.

« M. Erdogan a notamment été accueilli par le Premier ministre Abdelmalek Sellal et le ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra. Cette visite, à l'invitation du président Abdelaziz Bouteflika, s'inscrit dans le cadre du "renforcement continu des relations entre les deux pays liés par un traité d'amitié et de coopération" signé en 2006, selon un communiqué de la présidence algérienne. » (*Les Echos*, 19/11/2014)

« Les autorités algériennes tablent sur un partenariat dynamique pour engager le pays dans une industrialisation qui permettrait de réduire la dépendance aux hydrocarbures. La Turquie considère de son côté l'Algérie comme "une passerelle vers les pays africains et maghrébins" » (*Econostrum.info*, A. Belkessam, 21/11/2014)

« En 2012, le volume des échanges entre les deux pays s'était établi à 4,4 milliards de dollars (3,5 milliards d'euros). L'Algérie a exporté pour 2,6 milliards de dollars, dont 1,7 milliard de dollars d'hydrocarbures et dérivés. » (*Les Echos*, 19/11/2014)

« Dans le cadre d'un contrat de vingt ans, paraphé en 1995, l'Algérie livre annuellement 4 milliards de mètres cubes de gaz naturel liquéfié (GNL) à la Turquie. Une convention portant prolongation de ce contrat de livraison de GNL pour dix années supplémentaires avec augmentation de 50 % du volume, a été signée le 19 novembre 2014 à Alger par le ministre algérien de l'Energie, Youcef Yousfi et son homologue turc, Taner Yildiz. Le ministre de l'Energie et son homologue turc ont évoqué la possibilité d'élargir la coopération bilatérale énergétique aux domaines de la prospection, des engrais, de la pétrochimie et des énergies renouvelables. » (*Econostrum.info*, A. Belkessam, 21/11/2014)

Turquie - Afghanistan

L'ambassadeur turc à Kaboul nommé représentant civil de l'Otan

« Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a nommé l'ambassadeur turc à Kaboul Ismail Aramaz au poste de haut représentant civil de l'Alliance en Afghanistan. Appelé à prendre ses fonctions début 2015, après le retrait des unités combattantes de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf), il jouera un rôle important dans la nouvelle mission consistant à former et à conseiller les forces locales, précise l'Otan dans un communiqué diffusé lundi [17 novembre]. Le ministère turc des Affaires étrangères fait également état de sa nomination. La Turquie, qui figure au deuxième rang des contributeurs de l'organisation en terme d'effectifs, compte plusieurs centaines de soldats en Afghanistan. Ils ne font toutefois pas partie des unités combattantes, dont le retrait doit s'achever en décembre. » (*Boursorama*, Reuters, 17/11/2014)

Turquie – Turkménistan

La visite d'Erdogan au Turkménistan

Le Président de la République turque Recep Tayyip Erdoğan a rencontré son homologue Gurbangouly Berdimoukhamedov lors de sa visite en Turkménistan vendredi 7 novembre.

Les deux dirigeants ont discuté « des futures livraisons du gaz turkmène vers l'Europe, qui espère ainsi réduire sa dépendance à l'égard de la Russie. (...) »

"La Turquie accorde beaucoup d'importance à l'organisation de livraisons du gaz naturel turkmène au marché européen via la Turquie, ce qui assurerait la sécurité énergétique de l'Europe", a déclaré M. Erdogan, au cours d'une conférence de presse à l'issue [de leur rencontre] (...). Le président turc s'est notamment félicité du projet du gazoduc transanatolien (TANAP) qui devrait livrer à partir de 2017 du gaz turkmène et d'Azerbaïdjan à l'Europe, via la Turquie.

A l'issue des pourparlers entre les deux dirigeants, le groupe gazier turkmène Turkmengaz et la société turque Atagaz ont également signé un accord-cadre sur l'achat et la vente du gaz.

La Turquie avait déjà signé en 2013 un accord-cadre avec le Turkménistan sur le transit vers l'Europe et par son territoire de gaz provenant de cette ex-république soviétique très riche en hydrocarbures.

L'Union européenne, qui dépend de la Russie pour l'approvisionnement de 30% de son gaz, cherche à se débarrasser de cette dépendance.

Le Turkménistan, dont les sous-sols renferment de gigantesques réserves d'hydrocarbures, cherche pour sa part à diversifier ses voies d'exportations, elles aussi très dépendantes de la Russie. » (AFP, 07/11/2014)

4. Economie

Le gouvernement lance un paquet de réformes économiques

« Le Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, a dévoilé [le 6 novembre] une nouvelle série de réformes économiques afin de relancer la croissance du pays tout en réduisant ses déficits aussi bien financiers que commerciaux. "Il s'agit, a-t-il précisé à la télévision, d'augmenter les capacités de production de l'industrie nationale pour réduire d'ici à 2018 le déficit de la balance des paiements à 5,2 % du PIB, contre 8 % l'an dernier, et de ramener le chômage à 7% de la population active, contre 9,7 % aujourd'hui. " Le PIB, qui n'aurait crû que de 3,3 % cette année pour atteindre 850 milliards de dollars, doit dépasser 1.300 milliards dans quatre ans, selon le plan gouvernemental. » (Les Echos, Yves Bourdillon, 07/11/2014)

« Détaillé en plusieurs "paquets", le plan décrit par le chef du gouvernement vise à augmenter les capacités de production de l'industrie locale, à mettre l'accent sur la technologie et l'innovation, à réduire la dépendance énergétique du pays vis-à-vis de l'étranger et à renforcer les économies d'énergie. En 2013, le déficit de la balance commerciale turque atteignait 6,5% de son PIB.

"Le but de la nouvelle réforme structurelle est d'abord de conforter la stabilité politique et la prédictibilité de la Turquie avant les élections (législatives) de 2015", a dit M. Davutoglu. » (Les Echos, 06/11/2014)

Le rapport du FMI sur la Turquie

« Le Fonds monétaire international (FMI) a déclaré dernièrement que l'économie de la Turquie était dans une position vulnérable. En effet, les taux de croissance élevés au cours des dernières années auraient causé un déficit commercial qui ne cesse de se creuser. Cette situation s'inscrit dans la volonté du pays d'adopter des réformes ambitieuses sur le plan économique, comme cela a été annoncé par le gouvernement au début du mois de novembre dernier. (...) »

[Dans sa déclaration du 21 novembre,] le FMI n'a pas manqué de saluer les résultats positifs obtenus par la Turquie de par les taux de croissance considérables qu'a connu le pays durant ces quatre dernières années. Mais l'organisme se veut alarmiste car cette même croissance a entraîné l'inflation à la hausse, dépassant les attentes initiales, et est à l'origine du déficit extérieur croissant. (...)

Si le FMI a tout de même félicité les efforts du pays quant au resserrement monétaire et budgétaire dans les projections du budget 2015, il a tenu à rappeler dans son rapport l'importance pour la Turquie d'accroître l'épargne nationale, de s'affranchir de la dépendance par rapport au financement extérieur et de réduire l'inflation par un taux directeur réel. Ainsi, il recommande à la Turquie d'accélérer la mise en oeuvre des réformes économiques envisagées dans le dixième plan de développement du gouvernement. » (*Aujourd'huiLaTurquie.com*, 26/11/2014)

Le groupe turc Yildiz s'inscrit au troisième rang mondial des biscuitiers suite à l'acquisition du géant britannique United Biscuits

Le plus gros groupe agroalimentaire turc Yildiz a racheté « le géant britannique du biscuit United Biscuits, pour 2,55 milliards d'euros aux fonds d'investissement PAI et Blackstone. » (*20minutes*, 04/11/2014) Avec cette acquisition, Yildiz Holding, propriétaire de fabricant de biscuits Ulker, devient le 3e fabricant de biscuits au monde. (*Le Monde*, 03/11/2014)

Avec « 44 usines en Turquie et 9 à l'étranger, Yildiz est l'un des poids lourds mondiaux de ce secteur hautement concurrentiel. » (*20minutes*, 04/11/2014) Le groupe turc « réalise un chiffre d'affaires équivalent à 12,5 milliards d'euros, auquel va s'ajouter celui d'United Biscuits (1,5 milliard d'euros) au terme de l'acquisition. La nouvelle entité, qui s'inscrit au troisième rang mondial des biscuitiers, détiendra 71 usines dans le monde. » (*Les Echos*, Marie-Josée Cougard, Anne Drif, 04/11/2014)

Yildiz avait acquis le chocolatier de luxe Godiva en 2007 pour 850 millions de dollars puis, l'an dernier, l'américain DeMet's Candy Company, qui fabrique notamment des petits bretzels chocolatés sous la marque Flipz, pour 221 millions de dollars. (*Les Echos*, Reuters, 03/11/2014) (*La Tribune*, 07/11/2014)

« A côté des emblématiques BN, nés à Nantes en 1896, et d'autres marques connues des consommateurs français comme [les belges] Delacre, il acquiert Jacob's, Jacob's Cream Crackers, Twiglets, Mini Cheddars et Carr's au Royaume-Uni et Sultana en Europe continentale. » (*Les Echos*, Marie-Josée Cougard, Anne Drif, 04/11/2014) Les marques néerlandais Verkade et les écossais McVities passent également sous le contrôle du groupe turc. (*20minutes*, 04/11/2014)

Le patron du groupe turc Murat Ulker « pense pouvoir faire croître le chiffre d'affaires d'United Biscuits de 16 % par an jusqu'en 2017. La croissance du premier biscuitier britannique s'est située il est vrai entre 19 % et 20 % depuis 2010. Et pour poursuivre sur la route de la croissance, Murat Ulker table sur l'ouverture de nouveaux marchés. » (*Les Echos*, Marie-Josée Cougard, Anne Drif, 04/11/2014)

« Yildiz veut se développer à l'international grâce à United Biscuits, qui dispose de seize usines, dont sept au Royaume-Uni, où il est le numéro un du biscuit. Le groupe est également le deuxième acteur de ce marché en Belgique, en France, en Irlande ainsi qu'aux Pays-Bas. Yildiz, presque inexistant au Royaume-Uni, est en revanche bien implanté en Amérique du nord, au Moyen-Orient et en Afrique du nord, ainsi qu'en Chine et au Japon. » (*Le Monde*, 03/11/2014) « C'est justement la zone cible de croissance d'United Biscuits depuis quelques années. Le groupe britannique réalise déjà 20 % de son chiffre d'affaires hors d'Europe. » (*Les Echos*, Marie-Josée Cougard, Anne Drif, 04/11/2014)

Yildiz Holding a un grand atout pour progresser sur les marchés au Moyen Orient et africains. « "La distribution traditionnelle est toujours importante en Turquie (elle représente 50% des ventes alimentaires), et Ülker est vendu dans quasi toutes les épiceries du coin de la rue. Il en va de même dans beaucoup de marchés émergents : la majeure partie des ventes de confiserie et biscuits est réalisée à travers des canaux traditionnels au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, étant donné la faible pénétration de la distribution 'modern'." »

En matière de distribution, Yildiz Holding ne se repose pas que sur les circuits traditionnels. Même si cette activité est secondaire, il détient en effet parmi ses filiales Bizim Toptan, distributeur de produits en gros. Le

"Metro" turc a réalisé l'an dernier 800 millions d'euros de chiffre d'affaires pour un résultat opérationnel de 12,7 millions d'euros, dont la part de marché reste très faible (1% à 2%, selon Derya Guvenc Yildiz). Il a également acheté Sok Market in 2011 et, deux ans plus tard, le réseau de Dia en Turquie. » (*La Tribune, Marina Torre, 07/11/2014*)

« L'Espagnole BBVA lance son augmentation de capital pour se renforcer en Turquie »

« BBVA a lancé jeudi [20 novembre] une augmentation de capital de 2 milliards d'euros pour financer la hausse de sa participation dans sa filiale en Turquie, un marché devenu essentiel pour la banque espagnole. (...) BBVA a annoncé mercredi soir [19 novembre] qu'elle va acquérir 14,89% supplémentaires de la banque turque Turkiye Garanti Bankasi, à 8,90 liras turques par action, soit 1,99 milliard d'euros. (...) »

La banque espagnole va acheter cette part à l'autre grand actionnaire de Turkiye Garanti Bankasi, Dogus Holding, dont la participation sera ramenée à 10%. Elle va ainsi renforcer considérablement son poids dans sa filiale. En vertu d'un pacte conclu entre BBVA et Dogus Holding, ils contrôleront à eux deux sept sièges sur dix au conseil d'administration. (...)

La banque espagnole a fait son entrée dans le marché turc il y a quatre ans en achetant près du quart du capital de Garanti pour 5,8 milliards de dollars (4,6 milliards d'euros). Cette dernière se présente comme la plus importante banque de Turquie par la capitalisation, avec plus de 13 milliards d'euros. Elle compte 12,8 millions de clients et plus de 22.000 salariés. Elle a dégagé à fin septembre un bénéfice net de 1,1 milliard d'euros.

Ce pays est devenu entretemps un marché essentiel pour BBVA, d'autant que l'Espagne a été touchée par une profonde crise dont elle sort à peine. Il a représenté le quart du bénéfice net de la banque espagnole sur les neuf premiers mois de cette année et BBVA espère que les activités de Garanti lui permettront d'augmenter son bénéfice de plus de 250 millions d'euros en 2016.

"La Turquie est le pays d'Europe au plus fort potentiel de croissance économique", avec une population jeune, un régime politique en principe stable et un endettement faible et un faible taux de chômage, insistait récemment le président de BBVA, Francisco Gonzalez.» (*Le Parisien, AFP, 20/11/2014*)

La chirurgie plastique turque attire des touristes médicaux

La chirurgie plastique turque, en plein essor depuis ces trois dernières années, attire des touristes médicaux. Istanbul est devenue centre de l'implant capillaire, un domaine où la Turquie excelle.

« Pour les implants, nous avons une clientèle de plus en plus internationale », se félicite Gürkan Tik, responsable du marketing à Estecenter, un centre médical privé dernier cri situé dans le quartier de Fulya à Istanbul. (...) Imbattables sur le service proposé au client, de nombreux centres en Turquie incluent dans le prix de l'opération (3 000 € pour 3 000 greffes, soit 6 000 cheveux, pris sur la nuque puis réimplantés) l'hébergement, les transferts depuis et vers l'aéroport et les services d'un interprète.» (*Le Monde, Marie Jégo, 21/11/2014*)

Mondelez renforce ses investissements en Turquie

Le groupe alimentaire américain « Mondelez International a annoncé jeudi [13 novembre] qu'il allait consacrer 24 millions de dollars à l'accroissement des capacités de production de son site de Gebze (Turquie) afin de faire face à une demande en pleine croissance.

L'usine fabrique toute une gamme de confiseries locales, incluant les marques Falim, Sipsevdi, Kent, Missbon, Jelibon, Tofita et Topitop ainsi que des marques internationales comme Halls, Milka et Trident destinées à une cinquantaine de pays.

La nouvelle ligne de production, dont l'entrée en service est attendue d'ici à la fin de l'année prochaine, devrait permettre d'augmenter sa capacité totale de l'ordre de 20%. » (*Cercle Finance*, 13/11/2014)

« EON: une offre pour les Turcs d'Allemagne »

« Le géant allemand de l'énergie EON a annoncé lundi [24 novembre] le lancement d'une offre d'électricité destinée spécifiquement aux ménages et entreprises turques en Allemagne.

La particularité principale de l'offre, baptisée Enerji Almanya, est un service entièrement bilingue allemand et turc, selon un communiqué d'EON. Le groupe est également actif en Turquie, et entend mettre à profit en Allemagne l'expérience récoltée sur ce marché. » (*Le Figaro*, AFP, 24/11/2014)

« Le turc Atlasjet prêt à acheter quelque 30 Airbus A321 »

« La compagnie aérienne turque Atlasjet a signé un protocole d'accord pour acheter une trentaine d'avions à Airbus, ce qui représenterait un montant de l'ordre de trois milliards de dollars sur la base du prix catalogue (...). La compagnie souhaiterait acquérir des A321ceo, la génération actuelle de cette famille d'avions, mais le nombre précis d'appareils et les détails de cette commande n'ont pas été finalisés. » (*Les Echos*, Reuters, 06/11/2014)

La Turquie vient derrière la Russie dans l'ouverture de centres commerciaux en Europe

« Selon une étude réalisée par le conseil en immobilier Cushman & Wakefield, la Russie et la Turquie représentent en 2014 et 2015, 45 % des ouvertures prévues [de centres commerciaux] sur le continent européen, avec respectivement 2,6 millions de m² et 2,2 millions de m². (...)

La Turquie arrive en seconde place [derrière la Russie] avec deux opérations emblématiques situées à Istanbul: le Mall of Istanbul et ses 155.000 m²; Emaar Square et ses 150.000 m². L'autre opération phare à Istanbul est celle d'Istinye Park "Un site d'avant-garde avec d'immenses hauteurs sous plafond, une verrière, un confort raffiné, des services et un espace dédié aux vraies marques de luxe comme Dior, Prada, Vuitton et un autre aux enseignes plus classiques, observe Chris Igwe [directeur du département retail chez CBRE]. Ce centre est à l'image du Westfield Stratford dans l'est de Londres." » (*Le Figaro*, Elisabeth Lelogeais, 21/11/2014)

5. Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (Novembre 2014)

La Croix
Agnès Rotivel

La Tribune
Marina Torre

Les Echos
Yves Bourdillon
Marie-Josée Cougard
Anne Drif

Le Figaro
Guylain Chevrier
Jean-Marie Guénois
Elisabeth Lelogeais

Le Monde
Cécile Chambraud
Marie Jégo

Le Nouvel Observateur
Hélène Decommer

Le Parisien

Le Point

Libération
M.S.

20 minutes

Aujourd'huiLaTurquie.com

Boursorama.com

Cerclefinance.com

Econostrum.info
A. Belkessam

lepetitjournal.com
Isma Maaz

RFI
Jérôme Bastion

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



L'ORÉAL



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org